

# Pour qui roule France-Antilles ?

ÉCRIT PAR LECOURRIERDEGUADELOUPE.COM / PIERRE-ÉDOUARD PICORD

17 mai 2019

**Les déconvenues de Jacques Bangou** sur la tête duquel plane une révocation en tant que maire de Pointe-à-Pitre pose la question de la qualité de la gestion des communes. Le déficit de la communauté d'agglomération Grand sud Caraïbe classe le territoire en zone sinistrée. Dire que les collectivités de Guadeloupe n'affichent pas une santé financière flamboyante tient de l'euphémisme. Nonobstant ces faits indéniables, on peut s'interroger sur les motivations d'une partie de la presse prompte à agonir les élus avec un zèle inversement proportionnel au peu d'efforts qu'elle déploie pour obtenir ses informations. Teddy Bernadotte dans une formule parle "*d'invitation au châtiment qui encombre la dictée confidentielle du quotidien*". Le directeur de cabinet de la Région indique dans son texte qu'il est de bon ton d'épingler la faillite des communes. Il ajoute en substance que l'honnêteté intellectuelle commanderait de rappeler aussi celle de l'État. Il cite François Fillon. Sitôt nommé Premier ministre, ce dernier avait clamé qu'il était à la tête d'un État en faillite.

**Et de citer** les réformes prédatrices des ressources des communes, la diminution des dotations aux collectivités, le transfert des compétences. Pas des moyens. Jocelyn Sapotille, président de la communauté nord Basse-Terre (CASBT) en écho au texte de Teddy Bernadotte, enrichit le sujet. Il écrit que le déficit des agglos de la Basse-Terre est structurel. La dotation transport de Cap excellence est de 9 millions d'euros. Celles de la CASBT et de CAGSC de 500 000 euros chacune. Le coût du transport dans les territoires ruraux est plus élevé que dans le centre. Les distances sont plus longues, la densité de population moindre. La Contribution foncière des entreprises (CFE), principale taxe à alimenter le budget des agglos, récolte des clopinettes en Basse-Terre. Faute d'entreprises. Ces faits éclairent la complexité de la gestion des collectivités. Bernadotte et Sapotille ont raison cette fois. La presse se doit de le rappeler.

